

Audience publique du 26 janvier 2005
=====

Recours formé par
M. ..., ... (B)
contre une décision du directeur de l'administration des Contributions directes
en matière d'impôt sur le revenu

JUGEMENT

Vu la requête, inscrite sous le numéro 17989 du rôle, déposée en date du 30 avril 2004 au greffe du tribunal administratif par M. ..., demeurant à B-..., élisant domicile à L-..., tendant à la réformation d'une décision du directeur de l'administration des Contributions directes du 6 avril 2004 rejetant sa réclamation contre le bulletin de l'impôt sur le revenu pour l'année 2001 émis le 21 novembre 2002 par le bureau d'imposition Luxembourg 10 de la section des personnes physiques du service d'imposition de l'administration des Contributions directes ;

Vu le mémoire en réponse déposé le 30 septembre 2004 au greffe du tribunal administratif par le délégué du gouvernement ;

Vu les pièces versées en cause et notamment la décision litigieuse ;

Le juge-rapporteur entendu en son rapport, Monsieur ... en ses observations et Monsieur le délégué du gouvernement Jean-Marie KLEIN en sa plaidoirie.

Le 21 novembre 2002, le bureau d'imposition Luxembourg 10 de la section des personnes physiques du service d'imposition de l'administration des Contributions directes émit à l'encontre de M. ... et de son épouse, Madame ... un bulletin de l'impôt sur le revenu relatif à l'année 2001.

Une réclamation auprès du directeur de l'administration des Contributions directes à l'encontre dudit bulletin, introduite par les époux ... suivant lettre du 16 décembre 2002 s'étant soldée par une décision directoriale du 6 avril 2004 portant rejet de ladite réclamation,

M. ... a introduit le 30 avril 2004 un recours en réformation contre la décision directoriale préindiquée.

Le délégué du gouvernement conclut de prime abord à l'irrecevabilité du recours pour contenir une demande nouvelle.

Lors de l'audience fixée pour les plaidoiries, le tribunal a relevé que la requête de M. ... semble, dans une première partie, tendre à ce que le tribunal procède, en application de l'article 24 § 4 de la convention belgo-luxembourgeoise préventive des doubles impositions du 17 septembre 1970, à la fixation du taux moyen d'impôt qui, compte tenu de la situation du demandeur et de ses charges de famille et du total de ses revenus généralement quelconques et, plus particulièrement, par la prise en considération d'un emprunt immobilier et d'un revenu négatif de location réalisé en Belgique, lui serait applicable s'il était un résident du Luxembourg, tandis que dans ses considérations et conclusions finales, elle tend non pas à voir déterminer le taux d'imposition compte tenu du solde des recettes et dépenses relatives à son immeuble, mais à un recalcul de la base imposable moyennant déduction des charges d'intérêts hypothécaires.

Sur ce, le tribunal, après avoir relevé les tenants et aboutissants éventuels du moyen d'irrecevabilité soulevé par le délégué du gouvernement, a invité le demandeur à préciser l'objet exact de son recours, notamment en vue de l'éventuelle dissipation d'un malentendu.

En réponse, le demandeur a insisté énergiquement sur ce qu'il entendait voir procéder au recalcul de la base imposable, moyennant la déduction pure et simple des intérêts déboursés dans le cadre de l'acquisition d'un bien immobilier en Belgique.

Ceci étant, en considération de la formulation claire et précise de la demande de M. ..., le tribunal est amené à admettre le moyen d'irrecevabilité soulevé par le délégué du gouvernement, étant donné que l'article 58 de la loi modifiée du 21 juin 1999 portant règlement de procédure devant les juridictions administratives prohibe « *les demandes nouvelles n'ayant pas figuré dans la réclamation* », d'une part, et qu'à l'examen des pièces produites en cause, il appert que si tant devant le bureau d'imposition que devant le directeur, le demandeur a sollicité l'application de l'article 24 § 4 de la convention belgo-luxembourgeoise et la détermination du taux d'imposition applicable, la demande adressée au tribunal est effectivement nouvelle, en ce qu'allant plus loin, le demandeur demande la fixation de la base imposable par déduction des charges d'intérêt.

Le recours est partant à déclarer irrecevable.

Il y a lieu d'ajouter que c'est à juste titre que le délégué du gouvernement relève encore que même si pareille demande n'était pas nouvelle, elle manquerait de fondement, la convention belgo-luxembourgeoise prévoyant une méthode spécifique de détermination du taux d'impôt luxembourgeois applicable aux revenus sur lesquels un résident belge est imposable au Grand-Duché de Luxembourg, mais elle n'a nullement pour vocation de modifier les critères d'imposabilité d'un revenu au Grand-Duché.

PAR CES MOTIFS

le tribunal administratif, deuxième chambre, statuant à l'égard de toutes les parties ;
déclare le recours irrecevable ;
condamne le demandeur aux frais.

Ainsi jugé par:

M. Campill, vice-président,
M. Schroeder, premier juge,
M. Spielmann, juge,

et lu à l'audience publique du 26 janvier 2005, par le vice-président, en présence de M. Legille, greffier.

Legille

Campill